M. le président, la proposition faite hier par le distingué délégué d'Italie relative au glaciais précontinental correspond assez bien à la position du Canada sur les limites de la juridiction nationale. Cependant, nous reconnaissons que l'hypothèse italienne peut présenter quelques difficultés pour certaines délégations. Et, dans cette perspective, la délégation canadienne aimerait faire une seconde suggestion pour nous aider à contourner nos difficultés. Nous avons parlé il y a quelques instants de l'étroite relation qui existe entre la détermination des limites de la juridiction nationale et l'établissement du régime dont relèvera la région située au-delà de ces limites. Dernièrement, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada a dit que cette corrélation fait penser au cliché: "Après vous, Alphonse". Il peut arriver, bien entendu, que la courtoisie exagérée d'Alphonse et de son compagnon les amène à se saluer indéfiniment devant la porte ouverte, sans que ni l'un ni l'autre ne se décide à en franchir le seuil le premier. Face au dilemme que posent la question de la démarcation des frontières et celle du régime, le Comité n'a guère de choix. Il n'a pas le pouvoir de tracer les limites exactes des compétences nationales, mais il a celui — et cela fait vraiment partie de notre mandat — de définir et de recommander les principes qui serviront de base au régime dont relèvera la région extérieure à ces limites.

En conséquence, la seconde suggestion que ma délégation désire présenter vise à dissiper l'incertitude qui découle de cette corrélation étroite entre la frontière et le régime, afin que le Comité puisse se consacrer plus facilement à l'élaboration des principes juridiques qui sont à la base du régime. Ma délégation a déjà présenté cette même suggestion à la Première Commission de la XXIVe Assemblée générale des Nations Unies, mais c'est au Sous-comité juridique des fonds marins qu'il conviendra peut-être d'étudier cette proposition; qu'on y étudie donc là la possibilité d'accepter en principe qu'une partie des bassins océaniques et des fonds marins de l'univers soit réservée au profit de l'humanité. Dans nos délibérations futures, faisons en sorte que les intérêts de tous nos pays soient aussi pleinement engagés. Peut-être pourrions-nous non seulement élaborer les principes juridiques, mais aussi établir quelques directives utiles en vue de tracer éventuellement les bornes de la juridiction

...../